

OUEST CONSEILS

EXPERTISE COMPTABLE & AUDIT

Delphine CROGUENNEC
Dominique DENIEL
Frédérique DENIEL-HOSTIOU
Laëtitia GUILLEMOT
Paul GUILLOU
Pierre-Yves LE CORRE
Aurélien MARCHAND
Florent MICHEL
Gildas RAZIL
Mikaël ROCUET
François RODRIGUEZ
Samuel ROUSSEAU
David TRIPON

*Experts-Comptables
Commissaires aux comptes*

Association GABRIEL DESHAYES
BRECH - BP 30247
56402 AURAY CEDEX

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2024

www.ouestconseils.bzh 

OUEST CONSEILS QUIMPER 3 allée François Bazin - CS 23023 - 29334 Quimper Cedex - Tél. 02 98 90 00 29 - Email : contact.quimper@ouestconseils.fr
*Ouest Conseils Audit - S.A. au capital de 1 257 400 € - R.C.S. QUIMPER 377 180 195 - Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre du Conseil Régional de Bretagne
Société de commissariat aux comptes membre de la CRCC Ouest Atlantique*

BREST - QUIMPER - LORIENT - AURAY - VANNES - MUZILLAC



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'Association GABRIEL DESHAYES,

▪ Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association GABRIEL DESHAYES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

▪ Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

.../...

▪ **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

▪ **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

▪ **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

▪ Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A QUIMPER, le 11 juin 2025

**Société OUEST CONSEILS AUDIT
Commissaire aux Comptes
François RODRIGUEZ**

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'F. Rodriguez', is written over the printed name 'François RODRIGUEZ'. The signature is stylized and includes a long horizontal stroke extending to the right.

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes	104 979	88 971	16 008	6 031
		TOTAL	104 979	88 971	16 008	6 031
	Immobilisations corporelles	Terrains	908 323	42 631	865 691	855 840
		Constructions	11 438 646	5 997 620	5 441 025	5 741 824
		Inst.techniques, mat.out.industriels	4 095 871	3 528 356	567 515	680 688
		Immobilisations corporelles en cours	6 534		6 534	
	TOTAL	16 449 375	9 568 608	6 880 766	7 278 353	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	51 420		51 420	50 896
		Autres titres immobilisés	1 042		1 042	1 028
Prêts		165 225		165 225	137 661	
Autres		14 395		14 395	14 395	
TOTAL	232 083		232 083	203 981		
Total I		16 786 439	9 657 580	7 128 858	7 488 367	
Actif circulant	Stocks et en cours		12 594		12 594	11 858
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	498 996	9 439	489 557	467 696
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	160 641		160 641	995 455
	TOTAL	659 638	9 439	650 198	1 463 151	
	Divers	Valeurs mobilières de placement	904 393		904 393	650 185
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	4 514 727		4 514 727	3 336 430
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		47 391		47 391	33 473	
Total II		6 138 744	9 439	6 129 305	5 495 100	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		22 925 183	9 667 019	13 258 164	12 983 467	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	1 962 521	1 962 521
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	3 177 651	3 123 296
	<i>Dont réserves des Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	133 718	133 718
	Report à nouveau	2 474 924	3 102 907
	<i>Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-319 893	226 046
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	462 983	-573 626
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	546 010	
	Situation nette (sous-total)	8 078 082	7 615 098
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	210 512	217 260
	Provisions réglementées	432 378	390 911
Total I		8 720 972	8 223 269
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	79 303	94 172
Total II		79 303	94 172
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	257 404	73 406
Total III		257 404	73 406
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	2 529 726	2 761 235
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	15 997	17 221
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	266 121	522 520
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 025 672	1 132 760
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	869	869
	Autres dettes	272 021	151 554
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	90 076	6 457
Total IV		4 200 484	4 592 618
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		13 258 164	12 983 467
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		84 590
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	240	260
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	44 871	33 908
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	<i>dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Ventes de prestations de service	379 319	277 842
	<i>dont parrainages</i>		
	<i>dont ventes de prestations de service relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	12 683 217	11 467 211
	<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie	7 050	42 971
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	35 353	200 966
	Utilisations des fonds dédiés	119 119	211 467
	Autres produits	1 012 615	1 233 109
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	14 281 785	13 467 736
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		703
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes ⁽¹⁾	2 370 769	3 150 664
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	754 577	769 108
	Salaires et traitements	7 032 613	6 823 187
	Charges sociales	2 697 141	2 654 242
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	546 267	494 394
	Dotations aux provisions	192 159	32 720
	Reports en fonds dédiés	104 250	71 711
	Autres charges	14 813	435
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	13 712 592	13 997 168
1. Résultat d'exploitation (I-II)		569 193	-529 431

ASSOCIATION GABRIEL DESHAYES

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	52 917	36 861
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	52 917	36 861
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	95 201	79 597
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	95 201	79 597
2. Résultat financier (III-IV)		-42 284	-42 736
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		526 908	-572 168
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 029 15 638	1 915 32 529
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	16 668	34 445
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	9 258 18 417 41 467	17 070 10 128
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	69 142	27 199
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-52 474	7 246
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		11 450	8 705
Total des produits (I + III + V)		14 351 371	13 539 043
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		13 888 387	14 112 670
EXCÉDENT OU DÉFICIT		462 983	-573 626
<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		546 010	
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

Association Gabriel DESHAYES

Annexe aux comptes annuels 2024

Table des matières

1	Présentation de l'association	3
2	Faits caractéristiques	4
2.1	Evènements principaux de l'exercice	4
2.2	Evènements postérieurs à la clôture	4
2.3	Principes, règles et méthodes comptables	4
2.3.1	Changement de méthode comptable	4
2.3.2	Changement d'estimation	4
2.3.3	Correction d'erreur	4
2.3.4	Dérogations	4
5	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	5
5.1	Actif immobilisé	5
5.1.1	Tableau des immobilisations	6
5.1.2	Tableau des amortissements	7
5.1.3	Immobilisations incorporelles	8
5.2	Actif circulant	9
5.2.1	État des créances	9
5.2.2	Produits à recevoir	9
5.2.3	Charges constatées d'avance	9
5.3	Passif	10
5.3.1	Fonds associatifs	10
5.3.2	Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)	10
5.3.3	Tableau des provisions	10
5.3.4	Tableau de suivi des fonds dédiés	11
5.3.5	Fournisseurs et comptes rattachés	11
5.3.6	Emprunts auprès des organismes bancaires	11
5.3.7	Produits constatés d'avance	12
5.4	Compte de résultat	13
5.4.1	Ventilation des produits d'exploitation	13
5.4.2	Décomposition du résultat financier et du résultat exceptionnel	13
5.4.3	Ventilation de l'IS	14
5.4.4	Résultat effectif	14
6	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	15
6.1	Engagements financiers donnés et reçus	15
6.2	Les engagements en matière de pension ou d'indemnités assimilées (partie des engagements de l'entreprise non comptabilisée en provision)	15
6.3	Publicité sur les rémunérations	15
6.4	Ventilation des effectifs	15

1 Présentation de l'association

L'Association Gabriel DESHAYES est une association régie par le droit privé, loi 1901. Elle a été créée le 31 décembre 1991 (Journal Officiel du 22 janvier 1992).

Elle gère 12 établissements et services médico-sociaux définis par la loi du 2 janvier 2002 et relève du Code de l'Action Sociale et des Familles.

L'Association Gabriel Deshayes, fidèle à l'intention de Gabriel Deshayes et à l'œuvre entreprise par la Congrégation des Filles de la Sagesse, se donne aujourd'hui pour finalités, d'accueillir et d'accompagner les personnes présentant un handicap lié à la déficience sensorielle auditive, visuelle et/ou atteintes d'un trouble sévère du langage, avec éventuellement un handicap associé (intellectuel, psychique, psychologique ...).

Elle s'adresse aux enfants, adolescents, adultes et personnes âgées et travaille en relation étroite avec les familles et les personnels médicaux. Son but est de développer l'autonomie de la personne porteuse de handicap, dans toute situation de vie (petite enfance, scolarité, vie professionnelle) en milieu ordinaire comme en milieu spécialisé.

L'Association s'engage à promouvoir toute action en faveur de l'enfant, adolescent et de l'adulte en situation de handicap sensoriel, présentant un handicap rare ou un trouble du langage, et à soutenir les initiatives en ce domaine par tout moyen qu'elle jugera utile avec le souci que la personne en situation de handicap soit actrice dans la mise en œuvre de son projet de vie sociale.

L'Association a renouvelé un contrat Pluriannuel d'objectifs et de Moyens (CPOM) 2024-2028 avec ses financeurs. Ce CPOM constitue un contrat de progrès qui a permis de déterminer une dotation globale de fonctionnement annuel, nécessaire à l'Association pour mettre en œuvre l'ensemble des objectifs déterminés conjointement avec les autorités de tarification. Les dotations globalisées communes initiales ont été fixées pour la première année du CPOM en fonction des produits de tarification de l'année précédente, hors crédits non reconductibles et hors reprise de résultats, de chacun des établissements et services.

Pour l'ARS, elle s'élève à 9 467 614 € et est révisable chaque année en fonction du taux moyen d'actualisation des dotations des établissements et services financés par l'Assurance maladie, décidé par le directeur général de l'ARS.

Pour le Conseil départemental du Morbihan, elle s'élève à 2 702 219 € et est révisable chaque année par application du taux d'objectif annuel d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux voté annuellement par le conseil départemental du Morbihan.

2 Faits caractéristiques

2.1 Evènements principaux de l'exercice

Application de l'article 37 de la loi n°2024-364 du 22/04/2024 en matière d'acquisition des congés payés lors d'un arrêt maladie.

2.2 Evènements postérieurs à la clôture

Pas d'évènement significatif

2.3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, et du règlement ANC 2019-04 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

2.3.1 Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.3.2 Changement d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

2.3.3 Correction d'erreur

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

2.3.4 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

5.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

5.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	91 786	13 194		104 980
Terrains	891 261	17 062		908 323
Constructions	11 387 142	51 505		11 438 647
Install. Tech., mat., outillage	1 362 941	24 843	6 069	1 381 716
Install. Générales, ag. Am. Divers	427 264	9 590	251	436 603
Matériel de transport	1 199 802	1	11 085	1 188 717
Mat bur., informatique, mobilier	1 052 097	35 928		1 088 835
Immo. Corp en-cours		6 534		6 534
Immobilisations corporelles	16 321 318	145 463	17 405	16 449 376
Autres titres immobilisés	1 029	14		1 043
Participations	50 896	524		51 420
Prêts et autres immo. Financières	152 057	27 564		179 621
Immobilisations financières	203 982	28 102		232 084
Total	16 617 085	186 759	17 405	16 786 439

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition

5.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	85 754	3 217		88 971
Terrains	35 421	7 211		42 632
Constructions	5 645 317	352 304		5 997 621
Install. Tech., mat., outillage	1 230 280	46 046	6 320	1 270 006
Install. Générales, ag. Am. Divers	256 518	27 511		284 029
Matériel de transport	1 060 769	61 339	11 085	1 111 023
Mat bur., informatique, mobilier	814 658	48 640		863 298
Immobilisations corporelles	9 042 964	543 050	17 405	9 568 609
Total	9 128 718	5 46 267	17 405	9 657 580

Méthodes et durées d'amortissements	Mode	Durée d'amortissement
Immobilisations incorporelles	Linéaire	3 ans
Constructions	Linéaire	30 à 50 ans
Install.tech, matériel, outillage	Linéaire	5 à 10 ans
Install.générales, ag.am divers	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel bureau, informatique, mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

5.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

5.2 Actif circulant

5.2.1 État des créances

Créances	Montant brut au 31/12/24	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	51 420		51 420
Prêts	165 225		165 225
Autres immobilisations financières	15 437		15 437
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	498 996	498 996	
Autres créances	160 641	160 641	
Charges constatées d'avance	47 392	47 392	
Charges à répartir			
TOTAL	939 111	707 029	232 082

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5.2.2 Produits à recevoir

	2024	2023
Organismes sociaux à recevoir	568	14 771
Complément de garantie TH		44 603
Autres produits à recevoir	111 650	489 936
Total	112 218	549 310

5.2.3 Charges constatées d'avance

	2024	2023
Charges constatées d'avances	47 392	33 474

5.3 Passif

5.3.1 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement ANC 2018-06.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

5.3.2 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant global	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	1 962 521				1 962 521
Ecart de réévaluation					
Réserves	3 123 296	54 355			3 177 651
Report à nouveau	3 102 907	- 627 982			2 474 925
Excédent ou déficit de	- 573 626	573 626	462 983		462 983
Fonds propres de la totalité des Fondations abritées	-				-
Situation nette	7 615 098	- 1	462 983	-	8 078 080
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	217 260			6 748	210 512
Provisions réglementées	390 911	41 467,00			432 378
TOTAL	8 223 269	41 466	462 983	6 748	8 720 970

5.3.3 Tableau des provisions

Nature des réserves et provision	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Provisions réglementées s/actif immobilisé	160 356			160 356
Provisions réglementées s/actif circulant	230 555	41 466		272 021
Autres provisions pour charges	73 406	192 160	8 162	257 404
Total provisions	464 317	233 626	8 162	689 781

5.3.4 Tableau de suivi des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Engagement à réaliser sur ressources nouvelles	A la clôture de l'exercice	
	Montant global		Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Dons manuels affectés	-	-	-	-	5 000	5 000	-
Fonds dédiés	94 172	-	119 119	-	99 250	74 303	-
Pour investissements							
Pour exploitation	94 172		119 119		99 250	74 303	
Pour fonctionnement							
TOTAL	94 172	-	119 119	-	104 250	79 303	-

Fonds dédiés d'exploitation :

La partie des ressources (dons, subventions, crédits non reconductibles, etc...) dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Report en fonds dédiés ». Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

5.3.5 Fournisseurs et comptes rattachés

	2024	2023
Fournisseurs ordinaires	159 461	440 775
Fournisseurs factures non parvenues	106 661	81 745
Fournisseurs d'immobilisations	869	869
Total	266 991	523 389

5.3.6 Emprunts auprès des organismes bancaires

Dettes	Montant brut au 31/12/24	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		A - d'1 an	De 1 à 5 ans	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine	2 529 726	151 316	653 729	1 724 681
Emprunts et dettes financières divers (2)	15 997	15 997		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	266 121	266 121		
Dettes fiscales et sociales	1 025 672	1 025 672		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	869	869		
Autres dettes	272 021	272 021		
Produits constatés d'avance	90 076	90 076		
TOTAL	4 200 483	1 822 072	653 729	1 724 681
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	0			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	158 015			

5.3.7 Produits constatés d'avance

	2024	2023
Produits constatés d'avances - CRETON 2024	90 076	0
Subvention Taxe d'apprentissage		6 458
Total en euros	90 076	6 458

5.4 Compte de résultat

5.4.1 Ventilation des produits d'exploitation

Les dépenses engagées avant que l'association ou la fondation ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires.

Une condition suspensive non levée ne permet pas d'enregistrer la subvention en produits.

Nature des produits	2024	2023	Var
Cotisations	240	260	-20
Prestations de services et ventes	424 190	311 751	112 439
Dotations et produits de tarification	12 611 214	11 426 339	1 184 875
subventions	72 003	40 872	31 131
Legs et donations	7 050	42 971	
Reprises sur amortissements et provisions "fonds dédiés"	131 391	375 118	-243 727
Transferts de charges	23 082	37 315	-14 233
Autres produits	1 012 615	1 233 110	-220 495
Total	14 281 785	13 467 737	814 048

Information sur les montants des concours publics et des subventions	2024	2023	Var
Concours publics	12 611 214	11 361 840	1 249 374
ARS	9 467 615	8 722 300	745 315
CD	3 143 599	2 704 040	439 559
Subvention d'exploitation	72 004	40 872	31 132
Conseil départemental	10 000	10 000	0
Subvention d'apprentissage	41 985	27 307	14 678
Autre	20 019	3 565	16 454
Subvention d'investissement		128 880	-128 880
Total	12 683 218	11 531 592	1 151 626

5.4.2 Décomposition du résultat financier et du résultat exceptionnel

	2024	2023
Résultat financier	-42 284	-42 736
Revenus des placements	52 917	36 861
Intérêts des emprunts	-95 201	-79 598
Résultat exceptionnel	-52 474	7 246
Autre charges exceptionnelles	-69 142	-27 199
Réintégration de quote-part	6 748	4 041
Autres produits exceptionnels	9 920	30 404

5.4.3 Ventilation de l'IS

	Résultat imposable	IS à payer
Revenus des placements		
Bénéfice taxable à 24 %	46 980	11 275
Bénéfice taxable à 15 %	1 172	176
Total	48 152	11 451

5.4.4 Résultat effectif

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	462 983	-573 626
Reprises du résultat antérieur (en + ou -)		
Excédent ou déficit effectif global	462 983	-573 626
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	546 010	-434 565
Dont résultat effectif sous gestion propre	-83 027	-139 061

Le secteur non conventionné comprend le siège et EILAN et ESAT Commercial, PEN DUIG

6 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

6.1 Engagements financiers donnés et reçus

Garanties sur emprunts :

- Emprunt construction laboratoire traiteur (Caisse d'Épargne) :
 - o Nantissement d'un compte à terme à hauteur de 255 000 €

6.2 Les engagements en matière de pension ou d'indemnités assimilées (partie des engagements de l'entreprise non comptabilisée en provision)

Notre entité ne provisionne pas ses engagements relatifs au régime d'indemnités de départ à la retraite.

Le montant de notre engagement total non provisionné s'élève à 1 041 612 € au 31/12/2024.

Description des méthodes actuarielles et principales hypothèses économiques retenues :

L'engagement de retraite est calculé selon la méthode *des unités de crédits projetés* et tient compte de l'application du décret du 14 avril 2023 suite à la réforme des retraites :

Âge de départ à la retraite : 64 ans

Taux d'actualisation : 0.98 %

Taux d'évolution des rémunérations : 0.81 %

Taux de charges sociales utilisé : 45.59 %.

Table du turn over utilisée : faible

Table de mortalité utilisée : TV 88/90

6.3 Publicité sur les rémunérations

Les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération

6.4 Ventilation des effectifs

Etablissements	Au 31/12/2024
IES	55,52
TAE	1,7
UDL	1,97
ERHR	4,57
CAMSP	8,87
TND	10,48
SESSAD	30,58
PIPARK	30,67
LIOZIG	28,03
PENDUIG	4,77
SAVS	4,57
ESAT	11,3
SIEGE	9,97
EILAN	2,15
	205,15